

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/N/3/TUR

L/7611/Add.15

3 août 1995

(95-2304)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Notifications présentées conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994
et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires

TURQUIE

La Mission permanente de la Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 juillet 1995.

Conformément à la décision prise par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 au sujet des moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel (document L/7582, daté du 13 décembre 1994), la présente notification est réputée être également une notification au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1947.

Se référant aux dispositions de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, la Turquie, répondant à l'invitation formulée dans le document G/SCM/N/3, notifie au Comité des subventions et des mesures compensatoires les subventions à l'exportation appliquées sur son territoire.

La récession économique qui frappe la zone de l'OCDE depuis 1991 a gravement porté atteinte aux exportations turques et montré l'impérieuse nécessité de mettre en pratique de nouvelles politiques d'exportation. En l'occurrence, de nouvelles politiques commerciales ont été conçues pour aider à trouver l'accès à de nouveaux marchés dans des secteurs non traditionnels. C'est ainsi que l'année 1995 a marqué le début d'une nouvelle ère pour l'économie turque, puisque la Turquie est devenue membre de l'Organisation mondiale du commerce le 26 mars et qu'elle a signé le 6 mars un accord d'union douanière avec l'Union européenne qui entrera en vigueur en 1996.

A la lumière de ces faits nouveaux, la Turquie adapte sa politique de commerce extérieur pour l'harmoniser avec la législation de l'Union européenne et avec le nouvel ordre commercial mondial. Prenant spécialement en compte les dispositions des accords OMC, la Turquie a déjà commencé d'apporter des améliorations dans de nombreux domaines, tels que la législation, le potentiel et les normes de production, etc. A titre d'exemple, un nouveau programme d'encouragement à l'intention de ses producteurs et exportateurs est en cours de mise au point afin de fournir une aide indirecte aux entreprises, par exemple une aide financière aux projets de recherche-développement.

En outre, afin d'encourager les exportations, l'Eximbank turque offre des régimes de crédits, d'assurance et de garantie à l'exportation, conformément aux dispositions de l'Accord sur l'OMC. Ces instruments jouent un rôle important dans la libéralisation et l'ouverture sur l'extérieur de l'économie turque.

L'Eximbank turque, organisme officiel de crédit à l'exportation de la Turquie, a été créée en août 1987 et fonctionne depuis la mi-1988. Ses efforts portent principalement sur la diversification des produits et des pays concernés par les exportations turques, l'encouragement à opérer de plus grands changements dans la composition des exportations pour privilégier des produits manufacturés à haute teneur en produits nationaux, et sur l'aide aux exportateurs et entrepreneurs opérant à l'étranger, pour leur permettre de travailler dans un environnement moins risqué, comme on peut le voir dans la description détaillée, qui suit, du programme de l'Eximbank turque.

Les principaux objectifs de la récente politique turque en matière d'encouragement des exportations sont d'augmenter le volume des exportations, d'améliorer la situation de la balance des paiements, d'accroître la compétitivité des exportations turques sur les marchés mondiaux, de diversifier la composition des exportations et d'accroître le taux d'utilisation des capacités dans l'industrie.

Comme il ressort des notifications suivantes, la Turquie a deux programmes d'encouragement des exportations:

- 1) rabais sur le coût de l'énergie pour les produits destinés à l'exportation;
- 2) régimes de crédits, d'assurance et de garantie à l'exportation.

1. RABAIS SUR LE COUT DE L'ENERGIE

a) Fondement et législation

Cette subvention a été instituée en vertu du Décret n° 92/3464 du Conseil des ministres et publiée au Journal officiel n° 21364 du 3 octobre 1992. Les procédures et directives relatives à cette pratique sont gérées par le sous-secrétariat chargé du commerce extérieur.

b) Structure de la subvention

Pour pallier l'inconvénient d'un coût de l'énergie élevé par rapport au coût moyen de l'énergie dans le monde, les entreprises qui fabriquent les produits finals destinés à l'exportation peuvent acheter l'électricité, le gaz naturel et le gaz de pétrole liquide consommés pour fabriquer lesdits produits à des prix réduits, fixés par le Conseil de la monnaie et du crédit compte tenu du prix de l'énergie dans les pays de l'Union européenne. Le fuel-oil est exempté de droits de douane ainsi que de toutes les taxes destinées à alimenter des fonds qui sont normalement perçues sur les importations.

c) Effet de la subvention

Dans le cadre de cette subvention, un total de 281 millions de livres turques en 1993 et de 88 milliards de livres turques en 1994 (de janvier à août) a été versé aux producteurs exportateurs.

La subvention a été financée par les ressources du Fonds de promotion des investissements et des services générateurs de recettes en devises.

Du fait que le Conseil de la monnaie et du crédit n'a pas fixé les taux d'escompte depuis août 1994, la subvention n'est pas appliquée pour le moment.

2. REGIMES DE CREDITS, D'ASSURANCE ET DE GARANTIE A L'EXPORTATION

La notification qui suit a pour objet d'accroître la transparence au sens de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et ne signifie pas que l'un quelconque des systèmes considérés constitue une subvention au sens défini par l'article ci-dessus.

PROGRAMMES DE CREDITS

a) Programme de crédits à l'exportation avant expédition

Il s'agit d'un programme conçu pour répondre aux besoins de financement des exportateurs, des producteurs à vocation exportatrice ou des uns et des autres, en commençant aux premiers stades de la production. Le crédit à l'exportation avant expédition est un mécanisme de crédit à court terme. Les crédits au titre de ce programme sont accordés aux secteurs agricole, minier et industriel, sans tenir compte du pays de destination, par l'intermédiaire de banques commerciales avec lesquelles l'Eximbank turque a établi des lignes de crédit. Les banques commerciales intermédiaires assument la responsabilité du risque de non-paiement de la part des emprunteurs.

Les crédits à l'exportation avant expédition sont accordés pour une durée pouvant aller jusqu'à 120 jours et peuvent couvrir un maximum de 75 pour cent de la valeur f.a.b. des engagements de ventes à l'exportation pour les produits agricoles, miniers ou manufacturés. Les candidats à ce programme doivent posséder une police globale d'assurance-crédit à l'exportation à court terme. Le taux d'intérêt est lié au taux de réescompte à court terme de la Banque centrale. Le total des crédits accordés à chaque société ne peut dépasser 50 milliards de livres turques. L'intérêt et le principal doivent être payés au terme de la durée du crédit. Le taux d'intérêt varie en fonction de la période de remboursement.

b) Programme de crédit pour les exportations vers des marchés cibles

Introduit en avril 1993, ce Programme apporte un remarquable soutien financier aux industries turques orientées vers l'exportation, à savoir textile, vêtements et cuir, grâce à une durée et un taux d'intérêt préférentiels. Le taux d'intérêt appliqué dans le cadre de ce programme est de 10 points de base inférieur à ceux fixés au titre du programme de crédit à l'exportation avant expédition avec une durée maximale de 180 jours. Les crédits accordés au titre de ce programme ne peuvent dépasser 70 pour cent de la valeur f.a.b. des engagements de ventes à l'exportation et la destination des exportations est limitée aux membres de l'ALENA, au Japon et à l'Afrique du Sud.

c) Lignes de crédit destinées à des sociétés de commerce extérieur

Le Programme de crédit à l'exportation destiné à des sociétés de commerce extérieur accorde des crédits renouvelables aux sociétés dont les exportations annuelles dépassent 50 milliards de dollars EU et aux sociétés sectorielles (constituées par des entreprises manufacturières à vocation exportatrice opérant dans le même secteur et approuvées par le Trésor) d'après leurs résultats antérieurs à l'exportation.

Au titre de ce programme, les crédits sont accordés en livres turques (crédit de réescompte) et/ou en devises (crédit en devises). Le taux d'intérêt est fixé conformément au taux d'escompte de la Banque centrale de Turquie et conformément au LIBOR pour les crédits en devises. Le but premier de ce mécanisme est d'accroître le résultat à l'exportation des sociétés de commerce d'exportation en

leur fournissant des fonds de roulement à des conditions raisonnables. Pour pouvoir bénéficier de ces lignes de crédit, les sociétés de commerce extérieur doivent posséder une police d'assurance-crédit à l'exportation. Les crédits sont accordés pour 90 jours, les crédits en devises pour 270 jours et leur montant peut aller jusqu'à 10 pour cent de la valeur f.a.b. des engagements de ventes à l'exportation projetée pour trois mois.

d) Programme de crédit à l'exportation destiné aux petites et moyennes entreprises

En 1994, l'Eximbank turque a introduit un nouveau crédit visant à accroître son aide aux petites et moyennes entreprises. Ce programme a été mis en oeuvre en collaboration avec Turk Halk Bank, l'une des plus grandes banques publiques, spécialisée dans l'aide aux petites et moyennes entreprises. Grâce à ce programme, des crédits à l'exportation à court terme sont accordés pour une durée de 180 jours, et seules les PME travaillant pour l'exportation peuvent en bénéficier. Le montant du crédit ne peut dépasser 60 pour cent de la valeur f.a.b. des engagements de ventes à l'exportation.

e) Programme de crédit à l'exportation en devises

Au titre du programme de crédit à l'exportation en devises, des crédits dont le montant peut aller jusqu'à 70 pour cent de la valeur f.a.b. des engagements de ventes à l'exportation sont accordés pour une durée maximale d'un an. Les exportateurs, les producteurs-exportateurs et les producteurs de marchandises destinées à l'exportation peuvent en bénéficier. Le taux d'intérêt varie en fonction de la durée de remboursement du prêt et est lié au LIBOR/FIBOR.

f) Programme de crédit en devises lié aux résultats à l'exportation

En 1994, l'Eximbank turque a également introduit un autre programme de crédit en devises pour soutenir les projets à l'exportation. Ce nouveau crédit est accordé d'après les résultats à l'exportation des entreprises exportatrices. Les entreprises demandant à en bénéficier doivent apporter la preuve de certains résultats à l'exportation au cours des 12 mois précédant la date de la demande. Le crédit est accordé directement par la succursale à Istanbul de l'Eximbank turque pour une durée maximale de neuf mois et pour un montant pouvant aller jusqu'à 70 pour cent de la valeur f.a.b. des engagements de ventes à l'exportation. Le taux d'intérêt est fixé conformément au LIBOR/FIBOR.

g) Système de crédit acheteurs

L'Eximbank turque permet aux acheteurs étrangers d'acheter des biens et des services turcs en différant le paiement de leurs achats, visant par là à accroître la compétitivité sur les marchés internationaux des biens et des services produits en Turquie. Ce programme a mobilisé une part importante des activités récentes de l'Eximbank turque.

Les exportateurs bénéficient ainsi de l'aide vitale de l'Eximbank turque pour pénétrer des marchés relativement risqués et se faire une position de vente durable et bien établie. Les marchandises pouvant bénéficier de ce crédit sont spécifiées dans les accords de crédit et la teneur en éléments d'origine nationale de tous les produits et services doit être d'au moins 50 pour cent. Le plafond de crédit représente une certaine partie de la valeur f.a.b. déclarée dans la lettre de crédit préparée pour le compte de l'exportateur (à condition que ce montant ne dépasse pas le plafond total de crédit alloué au pays de destination) ou un montant égal à ladite valeur. Les crédits accordés au titre de ce système peuvent concerner jusqu'à 100 pour cent des exportations. Le crédit est accordé à court, moyen ou long terme suivant le type de biens et de services. Le taux d'intérêt varie suivant les pays, en fonction de la cote de leur risque de crédit, et calculé par rapport au LIBOR. L'intérêt doit être payé à la fin de chaque

période de six mois. Des billets à ordre sont exigés de l'établissement correspondant à l'Eximbank turque domicilié dans le pays auquel le crédit a été accordé.

A la fin de 1994, des crédits totalisant 1,2 milliard de dollars EU avaient été accordés au titre du Programme de crédit acheteurs (voir tableau 1).

TABLEAU 1

Crédits acheteurs accordés par l'Eximbank turque

	Montant du crédit	Décaissements
URSS	800	599,4
- 1er crédit	150	144,7
- 2ème crédit	150	147,9
- 4ème crédit	300	194,6
- 5ème crédit	200	112,1
Roumanie	50	45,7
Albanie	15	13,9
Tunisie	40	1,9
Syrie	15	7,0
Nakhitchevan - I	10	9,7
Nakhitchevan - II	10	10
Azerbaïdjan	30	29,9
Kirghizistan	1,8	1,6
Algérie	100	99,5
Bulgarie	50	20,9
Hongrie	10	0,1
Turkménistan	16	12,9
TOTAL	1 147,8	852,6

Depuis 1992, l'Eximbank turque accorde des crédit aux républiques nouvellement constituées de l'ex-Union soviétique, conformément au procès-verbal approuvé signé entre la République turque et les différentes républiques de la région afin de leur permettre de s'adapter rapidement et sans douleur aux conditions de la période de transition vers une économie de marché.

Dans ce contexte, un total de 918 millions de dollars EU sous forme d'assurance, de garantie et de crédit a été accordé par l'intermédiaire de banques commerciales afin de financer des exportations à destination des républiques d'Asie centrale et occidentale et des projets d'investissement dans ces

pays. A ce titre, le total des décaissements d'élevait à 421 millions de dollars EU à la fin de 1994. Des explications détaillées de ces programmes sont données dans le tableau ci-après:

TABLEAU 2

Programmes d'assurance garantie des crédits acheteurs
accordés par l'Eximbank turque

Pays	Montant du crédit (millions de dollars EU)	Décaissements au 31.12.94 (millions de dollars EU)
OUZBEKISTAN	250	141,98
- Financement à l'exportation	125	124,58
- Financement de projet	125	17,40
TURKMENISTAN	75	74,99
- Financement à l'exportation	75	74,99
KAZAKHSTAN	200	93,02
- Financement à l'exportation	55,70	39,89
- Financement de projet	144,30	53,13
KIRGHIZISTAN	73,20	24,20
- Financement à l'exportation	26,92	19,40
- Financement de projet	46,28	4,80
AZERBAÏDJAN	220	29,30
- Financement à l'exportation	70	21,11
- Financement de projet	150	8,19
GEORGIE	50	41,52
- Financement à l'exportation	50	41,52
TADJIKISTAN	50	16,06
- Financement à l'exportation	50	16,06
TOTAL	918,2	421,07
- Financement à l'exportation	452,62	337,55
- Financement de projet	465,58	83,52

Le financement à l'exportation a été conçu comme un mécanisme de crédit à court et moyen terme en ce sens que les exportations turques satisfont les besoins immédiats de ces républiques, à condition que la teneur en éléments d'origine nationale des marchandises soit au minimum de 50 pour cent. Il est la méthode la plus immédiatement accessible et leur offre en général un délai de grâce d'un an. Le taux d'intérêt est celui du LIBOR plus une marge qui est décidée en fonction de la durée et du calendrier d'amortissement. Le financement est fourni par les banques commerciales turques et l'Eximbank turque délivre une lettre de garantie pour le compte de la banque correspondante dans la république, dont la banque commerciale en Turquie est la bénéficiaire. La couverture du financement représente 95 pour cent de la valeur f.a.b. des marchandises exportées.

Le financement de projet/d'investissement est un mécanisme à plus long terme car il implique un transfert de technologie et de savoir-faire et laisse aux républiques le choix des méthodes de production et du secteur de services, au lieu de les faire directement bénéficier des produits finals. En raison de la nature des travaux accomplis, ce type de financement requiert des périodes de grâce plus longues et par conséquent une durée plus longue. L'Eximbank turque fixe des périodes de grâce pratiquement de la même durée que celle des investissements, dans les limites fixées par les normes de l'OCDE. Il existe des taux d'intérêt tant fixes que variables, qui sont le résultat de négociations avec les républiques. Le financement est fourni, selon le projet, par l'Eximbank turque, par des banques commerciales en Turquie ou par n'importe quelle autre institution financière à l'étranger. Lorsque l'Eximbank turque n'est pas le financier direct, le bailleur de fonds est censé exiger, en qualité de bénéficiaire, pour le compte de la banque correspondante de la république, la lettre de garantie délivrée par l'Eximbank turque. La couverture du financement représente au maximum 95 pour cent de la valeur des divers projets que des sociétés turques doivent exécuter dans ces républiques, 60 pour cent de chaque projet au minimum devant être menés à bien par des entrepreneurs turcs.

h) Régime de financement commercial à long terme de la Banque islamique de développement

L'Eximbank turque agit en qualité d'intermédiaire dans le régime de financement commercial à long terme institué par la Banque islamique de développement. Ce régime finance toutes les exportations de marchandises en direction des pays membres de l'Organisation de la Conférence islamique dont la teneur en éléments d'origine nationale est d'au moins 40 pour cent.

La valeur du financement assuré par ce régime est au plus de 80 pour cent de la valeur des exportations et sa durée est de six à 60 mois suivant le type de marchandises exportées.

Au titre du même programme, une ligne de crédit pour un montant de 20 millions de dinars irakiens (environ 27 millions de dollars EU) a été obtenue auprès de l'Eximbank turque en 1993. L'accord portant sur l'attribution de cette ligne de crédit a été signé à Ankara le 20 janvier 1993.

Grâce à ses nombreux programmes de crédit, dont les plus importants sont le programme de crédit à l'exportation avant expédition et le système de crédit acheteurs, l'Eximbank turque a fourni une aide à 27 pour cent du total des exportations en 1994. A la fin de la même année, le montant total des exportations ayant bénéficié d'une aide par le biais de crédits à l'exportation s'élevait à 4,7 milliards de dollars EU.

PROGRAMMES DE GARANTIE

Pendant toute l'année 1992, un programme de garantie a été mis en oeuvre pour fournir un crédit relais aux entrepreneurs turcs opérant en Libye. Le Trésor turc assume les risques politiques.

Dans les services de construction à l'étranger, les entreprises qui offrent une durée plus longue obtiennent généralement des avantages substantiels par rapport aux autres. Consciente de ce fait, l'Eximbank turque a délivré des lettres d'intention en faveur de six entrepreneurs turcs opérant à l'étranger qui soumettaient des offres en réponse à un appel d'offres fait au Koweït, au Pakistan et en Tunisie.

PROGRAMMES D'ASSURANCE

Outre les programmes de crédit et de garantie déjà cités, l'Eximbank turque couvre les risques commerciaux et politiques encourus par les exportateurs, les investisseurs et les entrepreneurs turcs

à l'étranger par toute une gamme de polices d'assurance. L'assurance-crédit à l'exportation est accordée selon quatre systèmes différents:

a) Assurance-crédit à l'exportation à court terme

L'assurance-crédit à l'exportation à court terme couvre grâce à une seule police toutes les expéditions qui doivent être effectuées par un exportateur dans le courant d'une année contre les risques commerciaux et politiques, les paiements pouvant être différés de 360 jours au maximum. Le programme d'assurance-crédit à l'exportation à court terme est un mécanisme "après expédition".

Les risques commerciaux couverts sont le non-paiement pour insolvabilité de l'acheteur, le défaut de paiement de l'acheteur pour les marchandises qu'il a acceptées et le refus par l'acheteur, ou son manquement à l'obligation de prendre livraison des marchandises qui lui ont été expédiées. Les risques politiques couverts sont ceux qui peuvent se produire indépendamment de la volonté de l'exportateur et de l'acheteur non souverain. Ces risques sont l'annulation des autorisations d'importer et des licences d'importation, les pertes qui peuvent découler des guerres, révolutions, guerres civiles et les difficultés concernant le transfert de devises.

La prime à payer est calculée conformément aux taux fixés par l'Eximbank turque. Les taux de prime varient en fonction du pays, des conditions de paiement et du type d'acheteur. Le programme couvre 90 pour cent des pertes encourues du fait des risques commerciaux et politiques.

La décision de lier une assurance aux crédits, que l'Eximbank turque a prise en 1992, a entraîné une augmentation du volume des assurances souscrites.

b) Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation

Le Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation vise à assurer contre les risques politiques et commerciaux les sommes à recevoir par les exportateurs du fait de leurs activités d'exportation de biens d'équipement régis par un seul contrat de vente comportant une durée de crédit pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Les risques commerciaux couverts par ce programme sont ceux qui découlent de défauts de l'acheteur tels que faillite, non-paiement ou incapacité de payer à l'échéance les acomptes sur le prix des marchandises spécifiés dans les contrats de fabrication et de vente, etc.

Les risques politiques couverts sont les risques indépendants de la volonté de l'exportateur et de l'acheteur, tels que l'annulation des autorisations d'importer et des licences d'exportation, les guerres, guerres civiles, soulèvements et obstacles au transfert de devises.

Le Programme spécifique d'assurance-crédit à l'exportation couvre généralement l'exportation de biens d'équipement et de semi-équipement assortie de conditions de paiement de durée moyenne tels que véhicules à moteur, bateaux, outils destinés à l'extraction ou à l'agriculture, appareils de communication et engins de chantier, compresseurs, etc. Ces produits étant fabriqués et vendus conformément aux ordres de l'acheteur, le programme couvre également la période précédant l'expédition.

Comme indiqué plus haut, le programme couvre les pertes découlant aussi bien des risques encourus pendant la période précédant l'expédition que pendant celle qui suit. Le système repose sur le calcul d'un pourcentage donné ou "taux de base", déterminé suivant le type d'acheteur, le groupe de risques auquel appartient le risque-pays, la durée de la période précédant l'expédition et de celle

qui suit, enfin le montant sur lequel porte le contrat de vente. L'Eximbank turque s'engage généralement à couvrir 90 pour cent des pertes imputables aux risques politiques et commerciaux couverts dans le cadre du programme spécifique d'assurance crédit à l'exportation.

c) Régime d'assurance pour les entrepreneurs de services à l'étranger

Le régime d'assurance pour les entrepreneurs de services à l'étranger a été mis en place en juin 1990. Son but est d'assurer les entrepreneurs turcs contre les pertes découlant de risques commerciaux et politiques. Les entreprises turques de travaux publics engagées dans des projets clés en main ou dans des projets partiels de construction, dans l'agrandissement ou le montage de toutes sortes d'installations industrielles ou dans des investissements d'infrastructure confiés aux soins d'un employé opérant à l'étranger ont le droit de bénéficier de ce programme. Le pourcentage d'indemnisation est de 80 pour cent. La prime à payer dépend de la situation du risque de crédit du pays où l'entreprise s'est chargée de la mission, de la date d'achèvement des travaux et de l'échéance du remboursement.

d) Régime d'assurance des investissements à l'étranger

Le régime d'assurance des investissements à l'étranger, mis en place en 1991, protège les investissements effectués par des entreprises turques à l'étranger contre toute une gamme de risques politiques tels que nationalisation, difficultés concernant le transfert de devises ou troubles intérieurs. Les investissements susceptibles de générer des recettes en devises, effectués par des ressortissants turcs ou des entreprises turques et régis par le droit commercial turc, peuvent bénéficier de ce programme. Les taux de prime varient en fonction du pays, des conditions de crédit et de la valeur du contrat. Le pourcentage d'indemnisation est de 90 pour cent du montant assuré.

L'Eximbank turque fournit actuellement aux exportateurs, entrepreneurs et investisseurs turcs les mêmes possibilités de financement que celles auxquelles ont accès leurs concurrents étrangers. Tout en aidant les exportateurs turcs, l'Eximbank turque prend soin d'agir dans les limites des règles et règlements acceptés sur le plan international et est également devenue membre à part entière de l'Union de Berne en 1994. L'Eximbank turque est déjà pleinement en mesure de faire face aux conséquences possibles qu'entraînera son entrée dans l'union douanière avec l'Union européenne en 1996.